

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

1^{er} MARS 2011

Résolution du Parlement européen du 20 octobre 2010 sur la crise financière, économique et sociale : recommandations concernant les mesures et initiatives à prendre au niveau européen (rapport à mi-parcours) (2009/2182 (INI)). Réponse aux questions adressées par la commission CRIS du Parlement européen aux commissions parlementaires nationales à propos de la résolution du Parlement européen

TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES

I. CONTEXTE

Dans son courrier du 22 novembre 2010 adressé au président du Sénat, le président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek, a fait savoir que, le 7 octobre 2009, son assemblée avait créé une Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale (CRIS), chargée d'analyser et d'évaluer l'ampleur de la crise financière, économique et sociale, ses conséquences pour l'Union et ses États membres, et la situation de la gouvernance mondiale, d'établir les contacts nécessaires ainsi que d'organiser des auditions, notamment avec les parlements nationaux.

Le 20 octobre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution de la commission CRIS.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2010-2011

1 MAART 2011

Resolutie van het Europees Parlement van 20 oktober 2010 over de financiële, economische en sociale crisis : aanbevelingen van maatregelen en initiatieven op Europees niveau (tussentijds verslag) (2009/2182 (INI)). Antwoord op de vragen van de CRIS-commissie van het Europees Parlement aan de commissies van de nationale parlementen over de resolutie van het Europees Parlement.

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

I. SITUERING

In zijn schrijven van 22 november 2010 gericht aan de voorzitter van de Senaat, heeft de heer Jerzy Buzek, de voorzitter van het Europees Parlement, meegedeeld dat het Europees Parlement op 7 oktober 2009 een Bijzondere Commissie financiële, economische en sociale crisis (CRIS) heeft ingesteld met als taak de omvang van de financiële, economische en sociale crisis, de gevolgen ervan voor de Unie en haar lidstaten, en de toestand van de mondiale governance te analyseren en te evalueren en de noodzakelijke contacten te leggen en hoorzittingen te houden met onder meer de nationale parlementen.

Op 20 oktober 2010 heeft het Europees Parlement een resolutie van de CRIS-commissie aangenomen.

Le commentaire formulé par la commission compétente du Sénat sur la base du questionnaire élaboré par la commission CRIS a été demandé.

La commission des Finances et des Affaires économiques s'est penchée sur une proposition de réponse à ce questionnaire lors de ses réunions du 22 février et du 1^{er} mars 2011. Le texte a été examiné et amendé au cours de ces réunions.

Au cours de la réunion du 1^{er} mars 2011, le texte amendé a été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

II. TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

1. Quels projets, actions et propositions législatives spécifiques de l'Union européenne encourageriez-vous dans le but d'augmenter le potentiel de l'économie européenne en termes de durabilité, de compétitivité et d'emploi dans une perspective à dix ans, en gardant à l'esprit la stratégie Europe 2020 et le fonctionnement du marché intérieur ? Comment souhaitez-vous promouvoir l'innovation, la compétitivité et les investissements à long terme notamment pour les PME ?

1.1. Un premier constat s'impose, l'objectif central de la Stratégie de Lisbonne (Conseil européen de mars 2000) reste d'actualité : promouvoir « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* ».

1.2. La Stratégie UE 20-20 (17 juin 2010), qui succède à la Stratégie de Lisbonne, reste essentiellement dans une logique de coordination.

1.3. La méthode actuelle, qui mise pour l'essentiel sur la coordination (insuffisante) des plans nationaux, a montré ses limites et doit sans doute faire place à une collaboration renforcée à la hauteur des ambitions européennes et des enjeux économiques mondiaux.

1.4. Il est essentiel de créer les conditions qui permettront une amélioration durable du taux d'emploi en Europe, en misant sur un tissu économique solide, dynamique et innovant, apportant une réponse aux défis de la mondialisation et de l'efficacité énergétique.

La qualité des finances publiques, tant des États-membres que de l'Union européenne, devra être une des principales priorités afin que la dépense publique

Op basis van de door de CRIS-commissie opgestelde vragenlijst, werd de commentaar van de bevoegde commissie van de Senaat gevraagd.

De Commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden heeft zich tijdens de vergaderingen van 22 februari en 1 maart 2011 gebogen over een voorstel van antwoord op deze vragenlijst. De tekst werd tijdens deze vergaderingen besproken en geadviseerd.

Tijdens de vergadering van 1 maart 2011 werd de geadviseerde tekst eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

II. TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

1. Welke specifieke EU-projecten, acties en wetgevingsvoorstellen acht u wenselijk om het economisch potentieel van de EU qua duurzaamheid, concurrentievermogen en werkgelegenheid op een termijn van tien jaar te verbeteren, rekening houdend met de EU-strategie voor 2020 en de werking van de interne markt ? Hoe zou u innovatie, concurrentievermogen en langetermijninvesteringen, met name voor kleine en middelgrote ondernemingen (KMO) willen bevorderen ?

1.1. Een eerste vaststelling is dat het hoofddoel van de Lissabonstrategie (Europese Raad van maart 2000) actueel blijft : tegen 2010 van Europa « *de meest concurrerende en dynamische kenniseconomie van de wereld te maken, die in staat is tot duurzame economische groei met meer en betere banen en een hechte sociale samenhang* ».

1.2. De Strategie EU 20-20 (17 juni 2010), die volgt op de Lissabonstrategie, blijft in hoofdzaak een coördinerende aanpak.

1.3. De huidige methode, die vooral gericht is op het (onvoldoende) coördineren van nationale plannen, heeft haar grenzen bereikt, en moet allicht plaats maken voor een versterkte samenwerking op maat van de Europese ambities en de wereldwijde economische uitdagingen.

1.4. Het is onontbeerlijk om de voorwaarden te scheppen voor een duurzame groei van de werkgelegenheid in Europa, en te zorgen voor een stevig, dynamisch en vernieuwend economisch weefsel dat een antwoord biedt op de uitdagingen van de globalisering en de energie-efficiëntie.

De kwaliteit van de overheidsfinanciën van zowel de lidstaten als de Europese Unie zal een van de voornaamste prioriteiten moeten zijn zodat de over-

soit le plus favorable possible à la croissance responsable et à la création d'emplois.

1.5. Outre le développement efficace et la poursuite de l'intégration du marché unique européen, il convient de mettre en place à l'échelle européenne des incitants concrets pour améliorer les performances de notre économie.

1.6. La Commission a lancé un processus d'approfondissement du marché intérieur européen à la suite du rapport Monti. Dans ce cadre, la mise en œuvre d'un paquet de réformes — comme la suppression des obstacles réglementaires et fiscaux à des opérations transfrontalières de « *venture capital* », la réduction des charges administratives pour les transactions transfrontalières, en particulier une simplification radicale pour le recouvrement des créances dans un autre État membre, la mise en œuvre complète de la directive sur les services, la poursuite de l'approfondissement du marché intérieur, la réalisation effective du marché unique de l'électricité par l'interconnection des réseaux et le développement d'une véritable concurrence, permettant aux consommateurs de bénéficier des meilleurs prix, et le renforcement des investissements en efficacité énergétique — devrait permettre de générer une croissance additionnelle.

À cet égard, il convient aussi d'appeler la Commission européenne à procéder à un examen des modalités et des conséquences des libéralisations des services publics en Europe.

1.7. Cet approfondissement de l'intégration du marché intérieur doit aller de pair avec un renforcement tangible de la dimension sociale de l'Europe, en développant et en renforçant ce qui est déjà prévu dans le cadre de la « Stratégie 20-20 » en matière d'inclusion sociale et de cohésion sociale.

Il est en effet primordial que le soutien à la croissance et au développement économique débouche sur une plus-value sociale pour la population européenne. À côté des critères de convergence économique et budgétaire, la politique européenne doit aussi contribuer à une forme de convergence sociale dans le cadre de laquelle les États membres aux régimes sociaux actuellement moins développés pourront effectuer une manœuvre de rattrapage, d'une part, et tous les États membres sont encouragés à faire preuve « d'innovation sociale ». Il est aussi nécessaire d'avancer dans la coordination fiscale, comme indiqué dans le rapport Monti (*cf. infra* notre réponse à la question n° 4 pour ces différents points).

1.8. L'Europe gagnerait à élaborer un plan visant à en faire une économie à la pointe des enjeux énergétiques, à l'investissement dans les travaux d'équipement collectif et d'infrastructures transnationales (rail, transport maritime et fluvial, réseaux internet à haut débit, etc.), en donnant la priorité aux

heidsuitgaven zoveel mogelijk worden aangewend om een verantwoorde groei te bewerkstelligen en banen te scheppen.

1.5. Naast het correct uitbouwen en verder integreren van de eengemaakte Europese markt zijn concrete stimulansen nodig om de prestaties van onze economie te verbeteren.

1.6. De Commissie heeft na het rapport Monti een proces van verdieping van de Europese interne markt opgestart. In dat raam moet de uitvoering van een pakket van hervormingen — zoals de opheffing van reglementaire en fiscale obstakels voor grensoverschrijdende « *venture capital* »-operaties, de vermindering van de administratieve last voor grensoverschrijdende transacties, in het bijzonder een radicale vereenvoudiging voor het innen van schuldborderingen in een andere lidstaat, de volledige uitvoering van de dienstenrichtlijn, de verdere verdieping van de interne markt en de werkelijke verwezenlijking van de eenheidsmarkt van de elektriciteit door de onderlinge verbinding van de netten en de ontwikkeling van echte concurrentie, waardoor de consument betere prijzen moet krijgen, en sterkere investeringen in energie-efficiëntie — bijkomende groei mogelijk maken.

In die zin moet de Europese Commissie ook worden opgeroepen om over te gaan tot de bestudering van de modaliteiten en de gevolgen van de liberalisering van de publieke diensten in Europa.

1.7. Die verdieping van de integratie van de binnenmarkt moet gepaard gaan met een tastbare versterking van de sociale dimensie van Europa, door hetgeen reeds is vooropgesteld in de « Stratégie 20-20 » inzake sociale inclusie en sociale cohesie te ontwikkelen en te versterken.

Het is immers van wezenlijk belang dat de steun aan de groei en de economische ontwikkeling een meerwaarde biedt voor de Europese bevolking. Naast criteria inzake economische en budgettaire convergentie moet het Europese beleid ook bijdragen tot een vorm van sociale convergentie, waarbij lidstaten die vandaag minder sterk uitgebouwde sociale stelsels hebben, een inhaalbeweging kunnen maken, en alle lidstaten aangemoedigd worden tot « sociale innovatie ». Zoals wordt aangegeven in het rapport Monti moet ook vooruitgang worden geboekt in de fiscale coördinatie (zie voor die diverse punten ons antwoord op vraag nr. 4).

1.8. Europa zou een plan moeten opstellen om haar economie aan de spits te brengen inzake de energieproblemen, zou moeten investeren in openbare werken en transnationale infrastructuur (spoor, zee- en binnenvaart, hogesnelheidsinternet, enz.), met voorrang voor milieuvriendelijk transport en door gebruik te maken

modes de transport respectueux de l'environnement et en s'appuyant sur des instruments financiers tels que la BEI et les fonds structurels. Elle doit aussi soutenir l'économie sociale, génératrice d'emplois de qualité non délocalisables, en veillant à ne pas perturber le marché.

1.9. Dans cette stratégie, le développement de «l'économie verte» peut constituer un atout. À cet égard, il convient de promouvoir les investissements publics et privés dans les nouvelles sources d'énergie et dans les économies d'énergie, comme l'isolation thermique des logements et la mise aux normes de haute qualité environnementale.

1.10. Les PME belges ne bénéficient pas encore dans une mesure suffisante des prêts du Groupe BEI (composé de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement) dont la mission est d'accorder des prêts à des établissements de crédit nationaux en vue de soutenir les PME. C'est pourquoi l'activité de la BEI en matière d'octroi de prêts doit faire l'objet d'une évaluation approfondie et doit être améliorée. Le régime de garanties du Fonds européen d'investissement doit être renforcé sur le plan budgétaire et être étendu aux fonds de garantie régionaux et pas uniquement au Fonds de participation fédéral.

1.11. En terme de durabilité, l'élaboration et la mise en avant d'indicateurs complémentaires au PIB, comme l'empreinte écologique ou le degré de dépendance énergétique, doivent aussi être renforcées.

1.12. En vue de lutter contre l'engrenage de la délocalisation, les Européens doivent aussi miser sur leur potentiel d'intelligence et de savoir-faire. D'importants efforts devront être consacrés à la recherche et développement, à l'innovation, à l'éducation initiale et tout au long de la vie, et à l'apprentissage des langues, afin de soutenir et d'assurer le développement de l'industrie de pointe, respectueuse de l'environnement et des services à haute valeur ajoutée.

1.13. Il est nécessaire d'encourager davantage le financement de la recherche, de l'innovation et du développement au sein de l'UE par le biais de partenariats public-privé. Le budget affecté à la recherche devrait être revu sensiblement à la hausse à partir de 2013 (pour atteindre au moins les 3 % prévus pour les objectifs de R&D). Il est indispensable de poursuivre les efforts de simplification du financement de la recherche, de l'innovation et du développement, et de mise en place d'une gestion adéquate des programmes, notamment en faveur des PME, comme expliqué dans le rapport du Parlement européen du 6 octobre 2010 «sur la simplification de la mise en œuvre des programmes-cadres de recherche». Nous estimons en outre que l'UE doit œuvrer davantage au renforcement de la coopération internationale en matière de R&D.

van financiële instrumenten als de EIB en structurele fondsen. Het moet ook de sociale economie ondersteunen, die degelijke en niet-delocaliseerbare arbeidsplaatsen creëert, zonder marktverstorend te zijn.

1.9. In deze strategie kan de «groene economie» een troef vormen. Daarom moeten publieke en private investeringen in nieuwe energiebronnen en in energiebesparing worden aangemoedigd, zoals het isoleren van woningen en het naleven van hoge milieunormen.

1.10. De Europese globale lening van de EIB (Europese investeringsbank en Europees Investeringsfonds), die erop gericht is kredieten te verstrekken aan nationale kredietinstellingen om KMO's te ondersteunen, bereikt nog onvoldoende de Belgische KMO's. Om deze reden is de EIB-lening aan een grondige evaluatie en verbetering toe. De waarborgregeling van het Europees Investeringsfonds moet budgetair versterkt en uitgebreid worden tot de regionale waarborgfonden en niet enkel het federale Participatiefonds.

1.11. Inzake duurzaamheid moet ook meer werk worden gemaakt van het bepalen en het uitbrengen van aanvullende indicatoren bij het BBP, zoals de ecologische voetafdruk en de energie-afhankelijkheid.

1.12. Om delocalisaties tegen te gaan moeten de Europeanen ook volop inzetten op hun kennis en knowhow. Er moeten belangrijke inspanningen worden geleverd op het vlak van onderzoek en ontwikkeling, innovatie, opleiding vanaf het begin en tijdens de hele loopbaan, en talenkennis, teneinde de ontwikkeling van een milieuvriendelijke speerpuntindustrie en diensten met hoge toegevoegde waarde te ondersteunen en te verzekeren.

1.13. Het is nodig om de financiering van onderzoek, innovatie en ontwikkeling in de EU nog meer aan te moedigen via publiek-private partnerschappen. Het onderzoeksbudget zou vanaf 2013 aanzienlijk opgevoerd moeten worden (tenminste tot de in totaal 3 % voor O&O-doelen). Het is noodzakelijk om te blijven streven naar vereenvoudiging van de financiering van onderzoek, innovatie en ontwikkeling en adequaat programmabeheer, met name ten voordele van KMO's, zoals uiteengezet in het verslag van het Europees Parlement over «vereenvoudigen van de tenuitvoerlegging van de kaderprogramma's voor onderzoek» van 6 oktober 2010. Daarnaast menen wij dat de EU meer moet inzetten op de versterking van de internationale samenwerking op het gebied van O&O.

1.14. Il importe en outre d'œuvrer à l'achèvement du marché numérique européen. Le potentiel du secteur culturel et créatif, entre autres, pourra ainsi être mieux exploité. Nous estimons que la Commission peut également conseiller les États membres sur la meilleure manière de mettre en œuvre leur politique relative aux compétences électroniques à long terme et à l'analphabétisme informatique. Les compétences électroniques et l'alphanumerisation informatique sont des atouts qui ont de plus en plus d'importance dans l'enseignement et sur le marché du travail.

1.15. Les PME constituent un réseau dense d'activité économique et, pour les pays qui connaissent une phase de renouveau industriel, s'avèrent être un levier de croissance économique très important. Elles représentent aujourd'hui 67% de l'emploi du secteur privé (1).

1.16. Des efforts complémentaires doivent aussi être fournis en vue de réduire les charges administratives qui pèsent sur les entreprises et particulièrement les PME.

1.17. Le « *Small Business Act* » (2008), qui concerne les entreprises de moins de 250 travailleurs, va dans le bon sens et doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation à l'échelle européenne.

1.18. Les axes suivants doivent notamment être développés : simplification des législations, accès au financement, soutien à l'exportation, soutien à la recherche, à l'innovation et à la formation dans les PME, mais aussi un soutien aux PME en reconversion. Une attention particulière doit aussi être apportée à la dimension régionale du soutien aux PME, considérant qu'elles sont nombreuses à connaître un ancrage local ou régional.

1.19. Hormis les dix principes existants du « *Small Business Act* » (2008), il faut consacrer davantage d'attention à l'accès des petites entreprises à la propriété intellectuelle. Étudier, acquérir et défendre la propriété intellectuelle doit également être à la portée des entreprises plus petites. De manière générale, le passage de l'idée au marché doit être facilité au maximum. Il faut également étudier s'il existe d'autres possibilités, en dehors de la propriété intellectuelle classique, pour réaliser un marché européen des idées.

1.20. Il faut s'atteler d'urgence à une reprise rapide des négociations sur la poursuite du développement du commerce mondial.

1.21. Il faut continuer de supprimer les charges administratives inutiles et élaborer un plan anti-fraude concret.

(1) « Priorité PME », p. 6, Commission européenne, 2008.

1.14. Het is verder belangrijk om de Europese digitale markt te voltooien. Zo kan het potentieel van met name de culturele en creatieve sector beter benut worden. Wij menen dat de Commissie de lidstaten ook kan adviseren over de manier waarop zij hun beleid op het gebied van e-vaardigheden voor de lange termijn en computeranalfabetisme het beste kunnen uitvoeren. E-vaardigheden en computeralfabetisme zijn steeds belangrijker troeven in het onderwijs en op de arbeidsmarkt.

1.15. KMO's vormen een dicht weefsel van economische activiteit, en voor landen die een fase van industriële heropleving kennen, zijn zij een zeer belangrijke factor van economische groei. Vandaag zorgen zij voor 67% van de werkgelegenheid in de privésector (1).

1.16. Er moeten bijkomende inspanningen worden geleverd om de administratieve last voor de bedrijven en in het bijzonder de KMO's, te verlichten.

1.17. De « *Small Business Act* » (2008), die betrekking heeft op kleine bedrijven van minder dan 250 werknemers, is een stap in de goede richting en moet op Europees niveau worden gevuld en geëvalueerd.

1.18. De volgende aspecten moeten ook worden ontwikkeld : vereenvoudiging van de wetgeving, toegang tot financiering, steun voor de uitvoer, steun voor onderzoek, innovatie en opleiding in KMO's, maar ook steun voor KMO's die aan het omschakelen zijn. Er moet bijzondere aandacht komen voor de regionale dimensie van de steun aan KMO's, aangezien vele lokaal of regionaal verankerd zijn.

1.19. Naast de tien bestaande principes van de « *Small Business Act* » (2008) moet er bijkomende aandacht zijn voor de toegang tot intellectuele eigendom voor de kleine onderneming. Intellectuele eigendom bestuderen, verwerven en verdedigen moet binnen het bereik liggen ook van kleinere ondernemingen. In het algemeen moet het pad « van idee tot markt » maximaal gefaciliteerd worden. Tevens moet er bestudeerd worden of er naast de klassieke intellectuele eigendom mogelijkheden zijn om een Europese markt voor ideeën te bewerkstelligen.

1.20. Er moet dringend werk worden gemaakt van een snelle hervatting van de onderhandelingen over een verdere ontwikkeling van de wereldhandel.

1.21. Onnodiige administratieve lasten moeten verder worden uitgebannen en er moet een concreet anti-fraude plan worden uitgewerkt.

(1) « Priorité PME », p. 6, Commission européenne, 2008.

2. Quelles ressources financières préconisez-vous à l'échelle européenne en vue d'encourager la relance économique de l'Union européenne, en tenant compte des principes de durabilité, de subsidiarité et de solidarité ? Êtes-vous favorables à l'introduction de mécanismes de financement propres à l'Union européenne, tels que les «euro-obligations», pour financer des projets européens spécifiques ?

2.1. La plupart des pays européens connaissent aujourd'hui des difficultés majeures au niveau de leurs finances publiques. Il est par conséquent difficile de leur demander des efforts complémentaires en termes de financement de l'UE.

2.2. Cependant, d'autres pistes paraissent envisageables pour financer des projets de relance économique européens, pour autant que ces projets s'inscrivent dans une politique d'investissements et de création d'emplois.

2.3. Le financement propre de l'UE pourrait prendre différentes formes, notamment via l'introduction d'un impôt européen — sans que cela n'entraîne une augmentation de la charge fiscale globale portant sur les citoyens européens ou sur les entreprises — ou par la mutualisation d'une partie des dettes publiques nationales au travers de l'émission d'euro-obligations, selon des modalités à définir.

Le recours au marché financier dans ce cadre pourrait être une forme d'incitant à assainir les finances publiques, puisque la charge d'intérêts des pays qui sont plus en difficulté serait moindre, ce qui faciliterait un retour plus rapide vers la croissance. Cependant, l'accès à ce mécanisme devrait être réservé aux pays qui se sont engagés à mettre en œuvre les mesures de trajectoires budgétaires requises assurant un assainissement des finances publiques.

Une forme différente d'appel aux marchés financiers est celle proposée par la commission Barroso qui soutient le principe d'émission d'obligations liées à des projets d'investissements en infrastructure. L'émetteur de ces obligations serait non pas l'Union européenne ni un pool d'États membres mais bien une «société de projet» qui, dans ce contexte, pourrait bénéficier de mesures de rehaussement de crédit, notamment grâce à une intervention conjointe de la Commission et de la BEI. Rendues, par ce mécanisme, plus attractives aux yeux des fonds de pension et des assureurs, ces obligations à long terme trouveraient plus facilement preneur et le financement des infrastructures (transport, réseau électrique, ...) serait dès lors facilité.

2.4. L'introduction d'une taxe sur les transactions financières spéculatives permettrait aussi de dégager des moyens financiers considérables au niveau euro-

2. Welke financiële middelen moeten naar uw mening op EU-niveau worden aangewend om het economisch herstel van de EU aan te zwengelen, rekening houdend met de beginseLEN van duurzaamheid, subsidiariteit en solidariteit ? Bent u voorstander van eigen financieringsinstrumenten op EU-niveau, zoals de zogenaamde Euro-obligaties, voor de financiering van specifieke EU-projecten ?

2.1. De meeste Europese landen kampen vandaag met grote budgettaire problemen. Bijgevolg is het moeilijk om hen bijkomende inspanningen te vragen ter financiering van de EU.

2.2. Er zijn echter andere manieren om Europese projecten voor economisch herstel te financieren, voor zover dergelijke projecten onderdeel zijn van een beleid dat investeringen en werkgelegenheid bevordert.

2.3. De eigen financiering van de EU kan verscheidene vormen aannemen, met name door het invoeren van een Europese belasting — zonder dat dit een verhoging van de totale fiscale last voor de Europese burgers of de ondernemingen met zich brengt — of door de verdeling van een deel van de nationale overheidsschulden aan de hand van de emissie van Euro-obligaties, volgens nader te bepalen voorwaarden.

Op die manier een beroep doen op de financiële markt kan een vorm van stimulans zijn om de overheidsfinanciën te saneren, omdat de rentelast van de landen die in problemen verkeren lager wordt, zodat ze sneller weer kunnen aankopen bij de groei. Alleen landen die zich ertoe hebben verbonden de maatregelen inzake begrotingstrajecten die de sanering van de overheidsfinanciën verzekeren ten uitvoer te zullen leggen, mogen echter toegang krijgen tot dat mechanisme.

Een andere vorm van gebruik van de financiële markten wordt door de commissie Barroso voorgesteld. Zij is gewonnen voor de emissie van obligaties voor investerings- en infrastructuurwerken. De uitgever van die obligaties zou noch de Europese Unie, noch een pool van lidstaten zijn, maar een «projectvennootschap», die in die context maatregelen van kredietverhoging kan genieten, onder andere dankzij een gezamenlijk optreden van de Commissie en de EIB. Door dat mechanisme worden die obligaties aantrekkelijker voor pensioenfondsen en verzekeraars, waardoor ze gemakkelijker afnemers kunnen vinden en bijgevolg de financiering van de infrastructuur (transport, elektriciteitsnet, ...) bevorderd wordt.

2.4. Een belasting op speculatieve financiële transacties zou ook aanzienlijke bijkomende financiële middelen kunnen vrijmaken op Europees niveau voor

péen, permettant de financer des projets d'investissements européens (notamment dans l'innovation, la recherche et le développement) ou de diminuer la contribution des États membres au budget de la Communauté européenne. Ils peuvent utiliser la marge budgétaire qui en résulte pour réduire leur dette publique ou les charges sur le travail, ce qui renforce la compétitivité de l'économie européenne.

2.5. L'augmentation des ressources propres de l'Union européenne ne pourra pas entraîner une hausse globale de la fiscalité pour les entreprises et les particuliers au sein de l'Union européenne mais pourrait s'accompagner d'une répartition de la fiscalité plus favorable à la croissance.

Enfin, il est souhaitable que les États-membres ainsi que l'Union européenne procèdent à une évaluation de leurs dépenses de fonctionnement afin de les optimiser sans cependant mettre en péril l'efficacité de leurs institutions.

3. Êtes-vous en faveur de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières ?

3.1. La Belgique s'est prononcée en faveur de l'introduction d'une taxe en votant la loi du 19 novembre 2004 instaurant une taxe sur les opérations de change de devises, de billets et de monnaies. L'entrée en vigueur de cette loi est néanmoins liée à l'introduction par tous les États membres de l'Union économique et monétaire européenne d'une législation similaire ou à l'adoption d'une directive européenne en la matière.

3.2. L'idée de l'introduction d'une telle taxe poursuit deux principaux objectifs : lutter contre la spéculation sur les marchés financiers et mobiliser des ressources supplémentaires.

3.3 Il est clair que l'application par un seul pays n'est pas envisageable vu la volatilité des transactions financières.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'examen relatif à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières a été confié à un groupe de travail présidé par le Commissaire Semeta.

4. Quelles mesures supplémentaires pourraient être envisagées à l'échelle européenne et nationale pour renforcer la cohésion territoriale, régionale et sociale, pour stimuler un marché du travail favorisant l'insertion et la mobilité et pour renforcer la viabilité de nos modèles sociaux ?

4.1. Plusieurs efforts doivent être menés de front, afin d'établir un équilibre entre compétitivité de l'économie européenne, résorption des déficits publics,

het financieren van Europese investeringsprojecten (onder meer op het vlak van innovatie, onderzoek en ontwikkeling) of voor het verminderen van de nationale bijdrage aan de Europese Gemeenschap De budgettaire ruimte die hierdoor ontstaat kan worden aangewend om de nationale overheidsschuld of de lasten op arbeid verder af te bouwen wat de concurrentiekracht van de Europese economie ten goede komt.

2.5. Een verhoging van de eigen middelen van de Europese Unie mag niet leiden tot een algemene verhoging van de fiscaliteit voor ondernemingen en particulieren in de Europese Unie, maar misschien wel tot een verdeling van de fiscaliteit die gunstiger is voor de groei.

Het is ten slotte wenselijk dat de lidstaten en de Europese Unie een evaluatie maken van hun werkingskosten zodat zij worden geoptimaliseerd zonder afbreuk te doen aan de doeltreffendheid van hun instellingen.

3. Bent u voorstander van een belasting op financiële transacties ?

3.1. Met de goedkeuring van de wet van 19 november 2004 tot invoering van een heffing op omwisselingen van deviezen, bankbiljetten en munten toonde België zich voorstander van de invoering van een belasting. De inwerkingtreding van deze wet hangt echter samen met de invoering door alle lidstaten van de Europese economische en monetaire Unie van een soortgelijke wetgeving of de goedkeuring van een Europese richtlijn ter zake.

3.2. De invoering van zulk een belasting heeft een dubbel doel : speculatie op de financiële markten bestrijden en bijkomende middelen vrijmaken.

3.3. De toepassing door één enkel land is niet haalbaar aangezien de financiële transacties volatiel zijn.

Dat is een van de redenen waarom de bestudering van de invoering van die belasting werd toevertrouwd aan de werkgroep onder leiding van commissaris Semeta.

4. Welke bijkomende maatregelen kunnen op Europees en nationaal niveau worden genomen om de territoriale, regionale en sociale cohesie te vergroten, een inclusieve en mobiele arbeidsmarkt te bevorderen en de duurzaamheid van onze sociale structuren te verbeteren ?

4.1. Er moeten verschillende inspanningen tegelijk worden gedaan om een evenwicht te vinden tussen de concurrentiekracht van de Europese economie, het

augmentation du taux d'emploi et développement à l'échelle européenne d'un modèle social de haut niveau financièrement soutenable.

Il conviendra donc d'opérer davantage de sélection au niveau budgétaire en privilégiant en particulier les dépenses favorisant la croissance tel que le soutien aux infrastructures, au capital humain, à la R&D et à l'innovation.

4.2. Dans le cadre du vieillissement de la population, et en tenant compte de l'allongement de l'espérance de vie, nous sommes attachés aux trois volets de la stratégie Europe 2020 visant à relever ce défi à long terme, à savoir : la réduction rapide de la dette publique, le relèvement du taux d'emploi et de la productivité et la réforme des retraites afin d'augmenter significativement l'âge effectif de départ à la retraite pour le rendre le plus proche possible de l'âge de départ légal (en Belgique, il est de soixante-cinq ans).

Par ailleurs, des mesures spécifiques visant à favoriser l'insertion des jeunes et à maintenir le taux d'activité des travailleurs âgés devraient être examinées pour renforcer le taux d'emploi et la compétitivité.

4.3. L'ambition d'une vraie politique économique et sociale est de combiner croissance économique et bien-être et progrès social dans un cadre financièrement supportable.

4.4. Comme nous l'avons déjà indiqué ci-dessus, à côté des critères de convergence économique et budgétaire, la politique européenne doit aussi contribuer à une forme de convergence sociale dans le cadre de laquelle les États membres dont les régimes sociaux sont actuellement moins développés pourront effectuer une manœuvre de ratrappage, d'une part, et tous les États membres sont encouragés à faire preuve « d'innovation sociale », d'autre part. C'est pourquoi les objectifs sociaux qui ont été définis dans la « Stratégie UE 20-20 » revêtent une importance majeure; la mise en place de la future Plateforme européenne contre la Pauvreté et la poursuite de la « coordination ouverte » dans le domaine social doivent contribuer à leur réalisation de manière significative.

4.5. Dans un marché intérieur aussi étendu que l'UE, une répartition équitable des richesses constitue un atout majeur pour le soutien de la demande intérieure et dès lors la croissance économique.

4.6. Des auditions menées au sein de la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat de Belgique ont montré que l'augmentation du taux d'emploi constitue une priorité majeure, et passe par un investissement croissant dans la formation tout au long de la vie, l'éducation et la formation, notamment dans les pôles universitaires.

wegwerken van het overheidsdeficit, het optrekken van de werkgelegenheidsgraad en de ontwikkeling van een Europees sociaal model van hoog niveau dat financieel houdbaar is.

Men zal dus selectiever moeten te werk gaan in de begroting en de voorrang geven aan uitgaven die de groei bevorderen, zoals steun voor infrastructuur, human resources, onderzoek en ontwikkeling en innovatie.

4.2. In het licht van de vergrijzing, en rekening houdend met de stijgende levensverwachting, hechten wij belang aan drie onderdelen van de Europa 2020-strategie op lange termijn, namelijk : de snelle verlaging van de overheidsschuld, een hogere tewerkstellings- en productiviteitsgraad en pensioenhervorming om de werkelijke pensioenleeftijd te verhogen om zo dicht mogelijk de wettelijke pensioenleeftijd te benaderen (vijfenzestig jaar in België).

Voor een betere tewerkstellingsgraad en concurrentievermogen moeten ook specifieke maatregelen worden bestudeerd om jongeren aan het werk te zetten en de activiteitsgraad van oudere werknemers op peil te houden.

4.3. Een echt economisch en sociaal beleid moet streven naar een combinatie van economische groei en sociaal welzijn en sociale vooruitgang die financieel houdbaar is.

4.4. Zoals hoger reeds aangegeven, moet het Europese beleid, naast criteria inzake economische en budgettaire convergentie, ook bijdragen tot een vorm van sociale convergentie, waarbij lidstaten die vandaag minder sterk uitgebouwde sociale stelsels hebben, een inhaalbeweging kunnen maken, en alle lidstaten aangemoedigd worden tot « sociale innovatie ». De sociale doelstellingen die vastgelegd zijn in de « Strategie EU 20-20 » zijn daarom van essentieel belang; de concrete uitbouw van het aangekondigde Europees Platform tegen Armoede en het verderzetten van « open coördinatie » in het sociale domein moeten daar tastbaar toe bijdragen.

4.5. Op een interne markt die zo uitgebreid is als de EU, vormt een billijke herverdeling van de rijkdom een grote troef om de binnenlandse vraag en dus de economische groei te schragen.

4.6. Hoorzittingen in de Commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden van de Belgische Senaat hebben aangetoond dat het optrekken van de werkgelegenheidsgraad een hoofdprioriteit is en dat dit moet worden bereikt door meer te investeren in levenslang leren, onderwijs en opleiding, meer bepaald in de universiteiten.

4.7. La mise en œuvre du Cadre européen des certifications et l'initiative législative prévue dans le but de réformer les qualifications professionnelles en vue de garantir la reconnaissance mutuelle de celles-ci méritent d'être pleinement soutenues.

4.8. Le cadre actuel de la concertation sociale est organisé sur une base nationale trop étroite, alors que la concurrence s'internationalise. Il faut créer un modèle de concertation davantage axé sur l'Europe. Ainsi, il vaut mieux aborder les restructurations sur un plan européen coordonné, pour éviter de monter les États membres les uns contre les autres.

4.9. Les partenaires sociaux doivent aussi, selon des modalités restant à définir, être associés à la politique européenne de l'emploi.

4.10. Les services sociaux d'intérêt général jouent un rôle essentiel dans la promotion de la cohésion sociale dans les États membres.

4.11. Comme le rapport Monti l'indique avec pertinence, il ne faut pas voir dans l'intégration future du marché unique européen l'amorce d'une spirale de concurrence intra-européenne en matière sociale, salariale et fiscale. C'est la raison pour laquelle les propositions formulées dans le rapport Monti relatives à la concertation sociale et au détachement de main-d'œuvre, aux services sociaux d'intérêt général, à la coordination en matière fiscale, etc., sont d'une grande importance.

Les services d'intérêt général devraient faire l'objet d'une discussion politique approfondie, associant l'ensemble des acteurs européens.

4.12. La mise à l'emploi doit aussi pouvoir être facilitée et encouragée par une approche fiscale permettant de rendre le travail plus attractif.

4.13. Pour renforcer la mobilité intra-européenne, l'apprentissage des langues doit aussi constituer une priorité de la « Stratégie UE 20-20 ».

4.14. La promotion de la mobilité et d'un système flexible de transitions sur nos marchés de l'emploi doit aller de pair avec une protection adéquate de la population active et de la sécurisation de ces transitions (par exemple : pensions complémentaires).

Afin de promouvoir la mobilité des travailleurs au sein de l'Union européenne, la portabilité des droits sociaux doit être renforcée et la coordination nécessaire des législations doit être poursuivie.

4.15. Dans sa politique internationale, et en particulier au sein des organisations multilatérales, l'UE doit prêter attention aux problèmes de dumping social et environnemental. Les conditions de travail indignes présentes dans certaines régions du monde ne sont pas acceptables.

4.7. De uitvoering van het Europees kader voor kwalificaties en het gepland wetgevingsinitiatief om de beroepskwalificaties te hervormen met het oog op de wederzijdse erkenning van beroepskwalificaties, verdient alle steun.

4.8. Het bestaande kader van het sociaal overleg is te eng nationaal georganiseerd, terwijl de concurrentie internationaler wordt. Een meer Europees gericht overlegmodel is noodzakelijk. Bijvoorbeeld de aanpak van herstructureringen gebeurt het best op een ge-coördineerd Europees vlak, om te vermijden dat nationale lidstaten tegen elkaar worden uitgespeeld.

4.9. De sociale partners moeten ook, volgens nog te bepalen regels, betrokken worden bij het Europees werkgelegenheidsbeleid.

4.10. Sociale diensten van algemeen belang spelen een essentiële rol in het ondersteunen van de sociale cohesie in de lidstaten.

4.11. Zoals het Monti-rapport terecht aangeeft, mag de verdere integratie van de Europese eenheidsmarkt niet ervaren worden als de aanzet tot een spiraal van intern-Europese sociale, loon-, en fiscale concurrentie. De voorstellen in het Monti-rapport met betrekking tot sociaal overleg en detaching van arbeidskrachten, sociale diensten van algemeen belang, coördinatie inzake belastingen, ... zijn daarom belangrijk.

Over de diensten van algemeen belang moet een diepgaande politieke discussie worden gevoerd met alle Europese actoren.

4.12. Tewerkstelling moet ook op fiscaal vlak vergemakkelijkt en aangemoedigd worden zodat werken aantrekkelijker wordt.

4.13. Om de intra-Europese mobiliteit te versterken, dient het aanleren van talen ook een prioriteit te zijn van de « EU 2020-strategie ».

4.14. Het ondersteunen van mobiliteit en soepele doorstroming op onze arbeidsmarkten moet gepaard gaan met een adequate bescherming van de werkende bevolking zonder dat aan die doorstroming nadelen verbonden zijn (voorbeeld : aanvullende pensioenen).

Om werknemers binnen de Europese Unie mobieler te maken, moet de overdraagbaarheid van sociale rechten versoepeld worden en moeten de wetgevingen op elkaar worden afgestemd.

4.15. In haar internationaal beleid, in het bijzonder binnen de multilaterale organisaties, dient de EU aandacht te hebben voor problemen van sociale en milieudumping. Onwaardige werkomstandigheden in sommige delen van de wereld zijn niet aanvaardbaar.

5. Quels mécanismes conviendrait-il de mettre en place pour créer une gouvernance économique européenne efficace, capable de remédier aux déséquilibres macro-économiques, de trouver une voie de sortie de la crise de la dette publique et d'éviter que les États membres y soient à nouveau confrontés, tout en encourageant la croissance, l'emploi et la cohésion sociale ? Préconisiez-vous un mécanisme de résolution de crise permanent au niveau européen ?

5.1. L'économie réelle et les finances publiques doivent être préservées des effets de la finance mondiale dérégulée. Sans ce pré-requis, il est vain d'envisager une gouvernance économique européenne.

5.2. Une gouvernance économique européenne efficace doit par conséquent se donner comme priorité de mettre en place toutes les mesures permettant d'éviter qu'une telle altération du tissu économique et social ne se reproduise.

5.3. Nous sommes favorables à un mécanisme européen permettant de « gérer » au mieux les crises économiques et financières, mais il est plus important de se doter d'abord des outils permettant d'éviter que ces crises ne surviennent.

Étant donné que mieux vaut prévenir que guérir, il faut d'abord veiller à prévoir les instruments nécessaires pour que de telles crises puissent être évitées à l'avenir.

5.4. Les établissements de crédit et les entreprises d'assurances présentant un risque systémique doivent également établir un plan financier d'urgence (testament financier) devant permettre aux pouvoirs publics, en cas de crise financière, d'imposer rapidement et efficacement certaines mesures de redressement. Le plan financier d'urgence peut être considéré comme une sorte de profil de l'institution financière. Il décrit en détail les structures juridiques de l'institution et donne une valorisation (estimation) comptable réaliste des différentes composantes en cas de liquidation. Grâce à ce profil de l'institution financière, les pouvoirs publics et/ou l'autorité de surveillance peuvent, en meilleure connaissance de cause et très rapidement, imposer les mesures de redressement que la situation financière de l'institution pourrait nécessiter.

5.5. La mise en place du Comité européen du risque systémique constitue une première avancée dont le fonctionnement devra être évalué.

5.6. De manière plus « curative », la mise en place du Fonds de secours européen est aussi un acte important, mais qui devra aussi faire l'objet d'un bilan à brève échéance afin d'être adapté au mieux aux objectifs poursuivis.

5. Welke mechanismen moeten worden ingesteld met het oog op een doeltreffend Europees economisch bestuur, teneinde macro-economische ongelijkheden weg te werken, een uitweg kan vinden uit de schuldencrisis en herhaling daarvan in de lidstaten te voorkomen, en tegelijk groei, werkgelegenheid en sociale cohesie te bevorderen ? Bent u voorstander van een permanent crisismechanisme op EU-niveau ?

5.1. De reële economie en overheidsfinanciën moeten worden gevrijwaard van de gevolgen van de ontregelde wereldfinanciën. Anders is een Europees economisch beleid totaal onhaalbaar.

5.2. Een efficiënt Europees economisch beleid moet dus in eerste instantie werken aan maatregelen om te voorkomen dat het economisch en maatschappelijk weefsel nog op die manier wordt ontwricht.

5.3. Wij zijn voorstander van een Europees mechanisme om de economische en financiële crisissen zo goed mogelijk te « beheren », maar het is nog belangrijker te zorgen voor de nodige instrumenten om deze crisissen in de toekomst te voorkomen.

Voorkomen is beter dan genezen, daarom moet eerst worden gezorgd voor de nodige instrumenten om deze crisissen in de toekomst te voorkomen.

5.4. Kredietinstellingen en verzekeringsinstellingen met een systemisch risico moeten ook een financieel noodplan (financieel testament) opstellen dat ertoe dient om, in geval van een financiële crisis, de overheid toe te laten snel en efficiënt bepaalde herstelmaatregelen op te leggen. Het financieel noodplan kan beschouwd worden als een soort blauwdruk van de financiële instelling. Het plan beschrijft gedetailleerd de juridische structuren van de financiële instelling en geeft ook aan de verschillende onderdelen een realistische boekhoudkundige waardering (schatting) in geval van vereffening. Aan de hand van een dergelijke blauwdruk van de financiële instelling kan de overheid en/of de toezichthouder met meer kennis van zaken en op zeer korte termijn de nodige herstelmaatregelen opleggen indien de financiële toestand van de financiële instelling hiertoe aanleiding zou geven.

5.5. Het oprichten van een Europees Comité voor Systeemrisico's is een eerste stap vooruit waarvan de werking moet worden geëvalueerd.

5.6. Vanuit een eerder « curatief » oogpunt, is de oprichting van het Europees hulpfonds ook belangrijk en de werking daarvan zal ook binnen afzienbare tijd moeten worden geëvalueerd om het fonds beter te laten inspelen op zijn doelstellingen.

5.7. À ce niveau, s'agissant de la solidarité intra-européenne vis-à-vis d'un pays en difficulté (ce qui est potentiellement le cas de très nombreux pays), nous plaidons pour un équilibre entre solidarité et responsabilisation des pays emprunteurs, dans un cadre socialement et budgétairement soutenable.

5.8. De manière plus dynamique, seule une politique économique renforcée au niveau européen permettra de résorber les disparités économiques. C'est par une mise en commun de leurs moyens et de leurs savoir-faire que les Européens pourront assurer un déploiement économique optimal sur l'ensemble du territoire de l'UE.

5.9. Afin de stabiliser les marchés financiers à l'égard des titres de créance des États membres, il est indispensable d'atteindre un accord équilibré concernant les mesures législatives relatives à la gouvernance économique de l'Union européenne et le Semestre européen et de le mettre intégralement en œuvre, dans les plus brefs délais.

5.10. Dans le cadre des trajectoires budgétaires européennes à respecter scrupuleusement, il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les pôles universitaires et de recherche, ainsi que l'attractivité de l'Europe pour les cerveaux, les projets d'investissement transfrontaliers, les collaborations intra-européennes en matière de recherche et développement en entreprise, etc.

6. Compte tenu de l'adoption du paquet législatif sur la surveillance prudentielle européenne, de la loi de réforme du marché financier des États-Unis et des propositions du Comité de Bâle, quelles mesures conviendrait-il de prendre au niveau mondial, et plus particulièrement au niveau de l'Union européenne, pour stabiliser et réformer les marchés financiers dans l'optique d'un investissement à long terme et d'un développement durable ?

6.1. Bien que de nombreuses démarches aient déjà été entreprises au niveau européen en faveur d'une surveillance et d'un échange d'informations plus intégrés, des démarches utiles peuvent encore être accomplies en matière de surveillance du marché et de contrôle des produits financiers.

6.2. Il convient de relever qu'il ne s'agit pas, jusqu'à ce jour, d'une régulation intégrée des marchés, mais davantage d'un renforcement de la coordination des autorités de surveillance nationales.

6.3. La création d'une agence européenne et publique de notation, qui ne soit pas rémunérée par les opérateurs qu'elle est censée évaluer, est indispensable.

5.7. Inzake solidariteit tussen de Europese landen met een land in moeilijkheden (en dat is voor heel veel landen mogelijk) pleiten we voor een evenwicht tussen solidariteit en verantwoordelijkheidszin bij de kredietnemende landen, binnen een maatschappelijk en budgettair haalbaar kader.

5.8. Op meer dynamische wijze kan enkel een economisch versterkt beleid op Europees niveau de economische verschillen oplossen. Alleen door hun middelen en ervaring samen te leggen kunnen de Europeanen een optimaal werkende economie in de hele EU garanderen.

5.9. Om de financiële markten ten aanzien van de schuldinstrumenten van de lidstaten te stabiliseren, is het noodzakelijk dat een evenwichtig akkoord over het wetgevingspakket inzake het «*Economic Governance*» van de Europese Unie en het Europees Semester wordt bereikt en dat dit onverkort en spoedig wordt geïmplementeerd.

5.10. Binnen de strikt op te volgen Europese begrotingstrajecten, moet meer worden geïnvesteerd in betere samenwerking tussen universitaire en onderzoeksopleidingen, in de aantrekkingskracht van Europa op knappe koppen, in grensoverschrijdende investeringsprojecten, intra-Europese samenwerking inzake onderzoek en ontwikkeling in ondernemingen, ...

6. Welke maatregelen moeten na de goedkeuring van het wetgevingspakket inzake prudentieel toezicht in de EU, de wet op de hervorming van de financiële markten in de VS en de voorstellen van het Comité van Bazel nog op mondial en inzonderheid op EU-niveau worden genomen om de financiële markten te stabiliseren en te hervormen, met het doel investeringen op lange termijn aan te moedigen en een duurzame ontwikkeling te verzekeren ?

6.1. Alhoewel er op Europees niveau al heel wat stappen werden ondernomen naar een meer geïntegreerd toezicht en informatie-uitwisseling, kunnen er toch nog nuttige stappen gezet worden op het vlak van markttoezicht en de controle op financiële producten.

6.2. Het gaat, tot op heden, niet over een geïntegreerde marktregulering, maar veeleer over een betere coördinatie tussen de nationale toezichthouders.

6.3. De oprichting van een Europees openbaar ratingbureau dat niet wordt bekostigd door de operatoren die het moet beoordelen, is noodzakelijk.

6.4. Il faut aussi constater l'absence de mesures concrètes en matière de régulation des produits financiers mis sur le marché. Contrôler les banques, les entreprises d'assurance, les *hedge funds* ou autres sociétés de bourse peut apparaître vain si l'on ne procède pas aussi à un *screening* des produits qu'ils mettent sur les marchés.

6.5. L'UE a commencé à s'y atteler par le biais notamment de directives (la directive sur les marchés d'instruments financiers (MiFID), la directive sur les abus de marché, la directive sur les agences de notation) et du lancement en 2011 de trois autorités de surveillance, mais on ne voit encore aucun effet de ce processus de régulation du secteur financier sur cet aspect « produits financiers ». Il faut donc accélérer et renforcer le processus tout en veillant à l'application de ces directives par les États membres.

6.6. Une réglementation européenne relative à l'introduction d'un passeport pour les produits financiers devient inéluctable du point de vue de la protection des consommateurs.

6.7. Nous souhaitons également attirer l'attention sur les recommandations suivantes, formulées par la Commission spéciale du Parlement fédéral chargée d'examiner la crise financière et bancaire (doc. Chambre, n° 52-1643/2 — doc. Sénat n° 4-1100/1) :

« 9.4. Cotation en bourse des banques de dépôts

130. La recherche d'un rendement élevé et à court terme d'un investisseur en capital à risque n'est pas toujours compatible avec le devoir fiduciaire d'une banque par rapport à ses déposants. Dès lors qu'une banque est cotée, sa direction et ses organes de gouvernance sont sans cesse confrontés à ces impératifs parfois contradictoires. En effet, maintenir une stratégie et une politique de gestion qui combine harmonieusement les intérêts des actionnaires et ceux des déposants est un exercice qui s'avère très périlleux dans un contexte de marché turbulent.

131. Un statut de banque cotée implique généralement des objectifs de rendement élevés pour les actionnaires, requérant des prises de risques injustifiées par rapport aux intérêts des déposants, surtout dans un contexte de marché défavorable. Les effets néfastes de ces conflits d'intérêts peuvent être partiellement contrés par l'implication des déposants dans les orientations stratégiques des institutions tel que décrit ci-dessus. Dans l'état actuel de la législation, la cotation en bourse présente néanmoins l'avantage d'assurer plus de transparence.

Il convient par ailleurs de veiller à ce que les banques non cotées transmettent également suffisam-

6.4. Er zijn evenmin concrete maatregelen inzake de regulering van financiële producten die op de markt worden gebracht. Controle op banken, verzekeraars, *hedge funds* en andere beursondernemingen lijkt nutteloos zonder *screening* van de producten die zij op de markt brengen.

6.5. De EU heeft terzake al richtlijnen uitgevaardigd (de richtlijn betreffende de markten voor financiële instrumenten, de richtlijn betreffende het marktmisbruik, de richtlijn betreffende de ratingbureaus) en richt in 2011 drie toezichthoudende overheden op, maar deze regulering van de financiële sector heeft nog geen zichtbaar effect op de financiële producten. Het proces moet dus worden versneld en de lidstaten moeten deze richtlijnen toepassen.

6.6. Een Europese regelgeving met betrekking tot de invoering van een paspoort voor financiële producten wordt, vanuit het oogpunt van consumentenbescherming, onmisbaar.

6.7. Wij wensen tevens de aandacht te vestigen op de volgende aanbevelingen van de Bijzondere Commissie belast met het onderzoek naar de financiële en bankcrisis van het Belgisch Parlement (doc. Kamer nr. 52 1643/2 — doc. Senaat nr. 4-1100/1) :

« 9.4. Beursnotering van de depositobanken

130. Het streven van een risicokapitaalbelegger naar een hoog rendement op korte termijn is niet altijd verenigbaar met de fiduciaire plicht van een bank ten aanzien van haar depositohouders. Indien een bank beursgenoteerd is, worden haar directie en haar governance-instanties onophoudelijk geconfronteerd met die soms tegenstrijdige vereisten. Vasthouden aan een strategie en een beheersbeleid dat de belangen van de aandeelhouders en die van de depositohouders op harmonieuze wijze met elkaar combineert, kan een uitermate hachelijke onderneming zijn tegen de achtergrond van een woelige markt.

131. Een statuut van beursgenoteerde bank impliqueert over het algemeen hoge rendementsdoelstellingen voor de aandeelhouders, waardoor het noodzakelijk is risico's te nemen die onverantwoord zijn bekeken vanuit de invalshoek van de belangen van de depositohouders, vooral tegen de achtergrond van een ongunstige marktsituatie. De funeste gevolgen van die belangconflicten kunnen ten dele worden tegengegaan door de depositohouders op de hierboven omschreven manier te betrekken bij de strategische beleidslijnen van de instellingen. In de huidige stand van de wetgeving biedt de Beursnotering niettemin het voordeel dat ze een grotere transparantie waarborgt.

Voorts moet er op worden toegezien dat de niet-beursgenoteerde Banken eveneens voldoende infor-

ment d'informations à leurs actionnaires et aux autorités de contrôle comme la loi le prévoit.

132. Néanmoins, cette mesure seule (visée au point 131, alinéa 1^{er}) ne suffit pas à neutraliser la vulnérabilité d'une banque cotée par rapport aux effets de spéculation sur son titre et aux problèmes de solvabilité ou de liquidité provoqués par les pertes encourues sur les activités risquées dans lesquelles la banque s'est engagée.

133. Dès lors, il convient de s'interroger sur la résilience et la viabilité du système en place à l'heure actuelle dans la plupart des pays industrialisés. La question qui se pose inévitablement est de savoir si une banque portant de gros volumes de dépôts peut encore maintenir une cotation en bourse.

134. Une solution consisterait à imposer aux banques cotées ou qui souhaitent l'être de transférer leurs activités de dépôts dans des entités juridiques différentes qui, elles, seraient non cotées et détenues par des actionnaires stables, parmi lesquels figuraient, éventuellement, les pouvoirs publics. La gestion de ces entités distinctes serait toujours assurée par la banque d'origine selon des directives strictes orientées exclusivement vers des investissements dans des actifs très liquides et présentant un profil de risque très bas. La banque d'origine serait, bien entendu, rémunérée pour son mandat de gestion.

135. Une deuxième approche, plus nuancée, consisterait à imposer aux banques cotées ou souhaitant l'être de désolidariser leurs activités de dépôt du reste de leurs activités en transférant les activités de dépôt dans une entité juridique distincte qui resterait leur filiale. Cette filiale serait régie par des règles prudentielles spécifiques lui interdisant, par exemple, de prêter les fonds récoltés aux autres entités du groupe et lui imposant d'investir dans des actifs à profil de risque très bas. D'autres dispositions spéciales devraient être prévues pour également immuniser juridiquement cette filiale en cas de faillite du groupe.

Afin d'identifier clairement les entités bancaires non cotées et exclusivement consacrées à la collecte de dépôts et à l'octroi de crédits *retail*, il conviendrait de leur donner un statut propre sous la dénomination de « banque de dépôts ».

Ainsi, les clients seraient rassurés sur l'utilisation de leurs avoirs dans des activités peu risquées afin d'en maximiser le taux de recouvrement.

matie doorspelen aan hun aandeelhouders en aan de toezichthoudende autoriteiten, zoals wettelijk bepaald.

132. Toch volstaat de in punt 131, eerste lid, bedoelde maatregel op zich niet om de kwetsbaarheid te verhelpen van een beursgenoteerde bank voor de gevolgen van speculatie tegen haar aandeel en tegen de solventie- of liquiditeitsproblemen veroorzaakt door verliezen die werden geleden op de risicovolle activiteiten waaraan de bank zich heeft begeven.

133. Bijgevolg moet de vraag worden geopperd of het systeem dat momenteel in de meeste geïndustrialiseerde landen van kracht is, wel schokbestendig en leefbaar is. Onvermijdelijk rijst de vraag of een bank die grote depositovolumes aanhoudt nog wel beursgenoteerd kan blijven.

134. Een oplossing zou erin kunnen bestaan de beursgenoteerde banken dan wel de banken die dat wensen te worden, te verplichten hun depositoactiviteiten over te hevelen naar afzonderlijke juridische entiteiten die dan niet beursgenoteerd zijn en in handen van stabiele aandeelhouders, waaronder eventueel ook de overheid. Het beheer van die afzonderlijke entiteiten kan dan nog altijd door de oorspronkelijke bank gebeuren volgens strikte richtlijnen, welke uitsluitend gericht zijn op beleggingen in zeer liquide activa met een erg laag risicoprofiel. Vanzelfsprekend zou de oorspronkelijke bank voor haar beheersmaatdaat worden vergoed.

135. Een tweede, meer genuanceerde aanpak zou erin bestaan de beursgenoteerde banken, dan wel de banken die dat wensen te worden, te verplichten hun depositoactiviteiten los te koppelen van de resterende activiteiten van die bank, *in casu* door die depositoactiviteiten over te hevelen naar een afzonderlijke juridische entiteit die haar dochteronderneming zou blijven. Voor die dochteronderneming zouden specifieke prudentiële regels gelden, die haar bijvoorbeeld verbieden de bij de andere entiteiten van de groep opgehaalde fondsen uit te lenen, alsmede haar verplichten te beleggen in activa met een erg laag risicoprofiel. Tevens zou ook in andere speciale bepalingen moeten worden voorzien om die dochteronderneming bij een faillissement van de groep juridisch te vrijwaren.

Om duidelijk uit te maken welke bankentiteiten niet Beursgenoteerd zijn alsook uitsluitend bestemd om Deposito's te vergaren en retailkredieten toe te kennen, ware het wenselijk de desbetreffende entiteiten een eigen statuut te verlenen onder de benaming « depositobank ».

Aldus zouden de klanten gerust worden gesteld over de wijze waarop hun tegoeden voor weinig risico inhoudende activiteiten worden aangewend, teneinde de terugvorderingsgraad ervan te maximaliseren.

136. Enfin, une dernière solution consisterait à imposer aux banques cotées des règles prudentielles destinées à limiter le niveau de chacun de leurs dépôts au montant garanti par les systèmes de protection des dépôts. Cela induirait naturellement une limitation de la taille des institutions, une plus grande diversité pour les clients et une plus grande résilience du système. Ceci ne peut se concevoir qu'à l'échelle européenne, voire mondiale. En effet, il ne s'agit pas ici d'une proposition de fragmentation du paysage bancaire dans chaque pays ni de mettre en place des règles qui conduiraient à des distorsions de la concurrence. »

6.8 Les mesures préconisées par Bâle III doivent être débattues à fond au niveau du Parlement européen avant d'être traduites dans une directive européenne.

Il importera à cet égard de trouver un équilibre entre stabilité financière et évitement du renchérissement du crédit.

6.9. Des mesures s'avèrent nécessaires dans le cadre des normes comptables internationales pour que celles-ci conduisent les entreprises à être plus transparentes sur leur situation financière et économique en reflétant plus adéquatement leur modèle d'entreprise. LIASB (*International Accounting Standards Board*) a entrepris de revoir un grand nombre de normes affectant en particulier les institutions financières. La gouvernance de lIASB devra également être améliorée.

6.10. Il faut assurer un suivi du phénomène des activités bancaires parallèles (« *shadow banking* »). Nous demandons d'examiner les objectifs suivants : l'empêchement du transfert d'activités financières à des sociétés échappant au cadre réglementé au niveau européen; et, là où cela n'est pas possible, veiller à ce qu'une crise survenant en dehors de ce cadre réglementé n'ait qu'un impact minimal sur le secteur financier régulier et sur l'économie.

7. Recommanderiez-vous une réforme des structures mondiales de gouvernance financière et économique, notamment une réforme du G20, du FMI et de la Banque mondiale ? Le cas échéant, quel serait le fondement de cette nouvelle structure institutionnelle ? À quelle forme de coordination conviendrait-il d'arriver au niveau mondial ?

7.1. La composition actuelle d'un forum comme le G20 n'est pas très représentative à certains égards, et la prise de décision n'est pas suffisamment transparente.

7.2. D'importantes orientations s'y prennent, sans que les autres pays n'y soient associés.

136. Een laatste oplossing zou er in bestaan de beursgenoteerde banken prudentiële regels op te leggen die ertoe strekken de hoeveelheid van elk van hun deposito's te beperken tot de door de deposito-waarborgsystemen gegarandeerde bedragen. Zulks zou uiteraard beperkingen inhouden wat omvang van de instellingen betreft, de klanten een grotere diversiteit bieden en zorgen voor een grotere schokbestendigheid van het systeem. Een en ander is alleen maar denkbaar op Europees of zelfs wereldwijde schaal; dit is immers geen voorstel om het bankenlandschap in elk land te versnipperen, noch om regels in te stellen die tot concurrentievervalsing zouden leiden. »

6.8. De maatregelen van Bazel III moeten grondig in het Europees Parlement worden besproken voordat zij in een Europees richtlijn worden omgezet.

Hierbij moet een evenwicht worden gevonden tussen financiële stabiliteit en het voorkomen van duurdere kredieten.

6.9. Er dringen zich maatregelen op in het kader van de internationale boekhoudnormen opdat ondernemingen openen zijn over hun financiële en economische situatie en hun businessmodel duidelijker weergeven. De IASB (*International Accounting Standards Board*) herziet een flink aantal normen die met name betrekking hebben op financiële instellingen. Ook de *governance* van de IASB moet worden verbeterd.

6.10. Er moet een opvolging gebeuren van het fenomeen van « *shadow banking* ». Wij vragen dat de volgende doelstellingen worden onderzocht: het tegengaan van het verschuiven van financiële activiteiten naar vennootschappen buiten het gereguleerde kader op Europees niveau; en, waar dit niet kan, ervoor waken dat de impact van een crisis buiten de grenzen van dit gereguleerd kader een minimale impact heeft op de reguliere financiële sector en de economie.

7. Bent u voorstander van een hervorming van de mondiale structuren voor financieel en economisch bestuur, zoals de G20, het IMF en de Wereldbank ? Zo ja, wat zou dan de grondslag moeten zijn van een nieuwe institutionele structuur ? Welke vorm van coördinatie moet op mondial niveau worden gerealiseerd ?

7.1. De huidige samenstelling van een forum als de G20 is in bepaalde opzichten niet zeer representatief, en de besluitvorming onvoldoende transparant.

7.2. Er worden belangrijke keuzes gemaakt, zonder dat de andere landen erbij betrokken worden.

7.3. L'Europe doit jouer un rôle de première importance sur la base d'un mandat confié par les États membres et sous le contrôle du Parlement européen (instance démocratique au niveau européen).

7.4. Les pays émergents et en voie de développement doivent aussi trouver leur place dans ce type de réunions au sommet qui déterminent leur avenir.

7.5. Concernant le FMI et la Banque mondiale, nous plaidons aussi pour que la place des pays émergents et en voie de développement y soit plus importante qu'actuellement. C'est du reste ce qui est déjà envisagé au niveau du FMI, dont le rôle primordial doit être d'œuvrer à la stabilité financière au niveau mondial.

7.6. Plus fondamentalement, le FMI et la Banque mondiale appliquent depuis de nombreuses années à l'égard des pays faisant face à d'importants déficits publics, une politique économique bien spécifique au travers notamment de leurs PRSP (*Poverty Reduction Strategy Papers*).

Il serait opportun aujourd'hui d'en évaluer les impacts *a posteriori* afin de réformer ces PRSP, le cas échéant, pour veiller à assurer effectivement une meilleure efficacité sociale, économique et environnementale sur le long terme.

7.3. Europa moet een eersterangsrol spelen op basis van een door de lidstaten verstrekt mandaat, onder controle van het Europees Parlement (democratische instantie op Europees niveau).

7.4. De opkomende landen en de ontwikkelingslanden moeten eveneens een plaats krijgen in dergelijke topvergaderingen die bepalend zijn voor hun toekomst.

7.5. Wat het IMF en de Wereldbank betreft, pleiten we er ook voor dat de plaats van de opkomende landen en de ontwikkelingslanden er belangrijker wordt dan nu het geval is. Overigens is dat al gepland voor het IMF, waarvan de belangrijkste rol die moet zijn van het ijveren voor de financiële stabiliteit op wereldvlak.

7.6. Meer fundamenteel voeren het IMF en de Wereldbank al jarenlang een heel specifieke economische politiek ten opzichte van de landen die met belangrijke overheidstekorten kampen, onder andere aan de hand van hun PRSP's (*Poverty Reduction Strategy Papers*).

Het kan vandaag raadzaam zijn de resultaten ervan te evalueren om die PRSP's in voorkomend geval te hervormen, zodat ze inderdaad op lange termijn sociaal, economisch en wat het milieu betreft efficiënter blijken.